



Photo: Hervé Montaigu

Le premier petit déjeuner économique, organisé par «Le Jeudi» à l'ambassade de Russie, le 14 juin, a réuni une trentaine de décideurs et de chefs d'entreprise luxembourgeois

A L'ABORDAGE...

S'il est des écueils à éviter, faire des affaires en Russie n'est pas non plus une gageure pour une entreprise luxembourgeoise. Dès lors qu'elle prend quelques précautions et qu'elle s'entoure.

« La Russie n'est pas un pays de pirates. Il y a de réelles protections pour les investisseurs et les entrepreneurs. Le pays fait également partie de l'OMC

[Organisation mondiale du commerce] depuis fin 2011 », affirme Loïc Bertoli, directeur adjoint de la promotion du commerce extérieur au ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Et force est de constater que les entreprises présentes lors du petit déjeuner économique dédié à la Russie organisé par *Le Jeudi*, et qui travaillent régulièrement en Russie, confirment ne jamais avoir rencontré le moindre problème. Tant mieux. Car il n'en est pas moins vrai que la Russie est systématiquement épinglée comme un

«La Russie n'est pas un pays de pirates»

FABRICE BARBIAN - fbarbian@le-jeudi.lu

pays où la corruption est importante, non pas par manque de lois mais en raison de leur application plutôt «sélective». Pas de problèmes, donc, mais des contrariétés et des modes de fonctionnement hérités du passé qui irritent, oui. «Nous avons essayé de créer une joint-venture en Russie, mais nous avons abandonné car il est très difficile d'obtenir des informations sur les sociétés, y compris des réponses à des questions simples», a notamment expliqué Charles-Louis Ackermann, le président d'Accumulux SA. Dans un autre registre, Gérard Lopez, le fondateur et associé de Mangrove Capital Partners, souligne le manque d'infrastructures (voir encadré), tandis qu'André Kremer, le directeur technique et membre du comité de direction du groupe Paul Wurth, regrette la trop grande subtilité de la fiscalité: «Il faut l'étudier avec beaucoup de soin car il y a des règles à respecter pour éviter de tomber dans les problèmes.»

Conseils à suivre

Des aléas que confirme Vladimir Vorobiev, de la représentation commerciale de Russie en Belgique et au Luxembourg, qui concède qu'effectivement le climat des affaires n'est pas exemplaire: «Nous avons encore des progrès à faire et nous y travaillons.»

Pour éviter les soucis, quelques conseils. «Il est difficile depuis le Luxembourg de sentir comment les choses se font. Il est fondamental d'avoir une présence permanente sur

place. Le succès de Paul Wurth en Russie repose notamment sur le fait d'y avoir un "visage". Pour moi, c'est l'immersion ou l'échec, explique André Kremer. Cela permet également de savoir où est le pôle de décision, car cela change tout le temps. Il est également important de pouvoir compter sur un interprète et non pas sur un simple traducteur.» «Pour faire des affaires en Russie, il est important d'aller à la rencontre des régions, c'est à ce niveau que les décisions se prennent dans les affaires», ajoute Carlo Thelen, le chef économiste de la Chambre de commerce (voir page suivante).

Un conseil que donne également Vladimir Vorobiev, pour qui la région est effectivement le bon partenaire.

Enfin, il est assurément judicieux pour une entreprise de ne pas se lancer seule dans l'aventure. Différentes structures (voir page suivante) ont été créées pour cela.

Et la démarche peut s'avérer d'autant plus payante que la Russie, qui a besoin de gagner en compétitivité en attirant des entreprises innovantes, offre effectivement des opportunités pour des entreprises actives dans des secteurs comme les énergies renouvelables, la santé, les TIC ou bien encore les biotechnologies.

Pirates ou pas: à l'abordage!
(Lire également page suivante.)

IL FAUT OSER

«Mes conseils de base pour réussir en Russie sont de travailler avec un bon partenaire local, très bien implanté, et de savoir prendre son temps», souligne Gérard Lopez, le fondateur et associé de Mangrove Capital Partners. Savoir aussi aller de l'avant même si, au départ, les choses ne sont pas forcément bien emmanchées... «Après le succès que nous avons rencontré en Allemagne avec une société active dans le commerce électronique, nous avons tenté de dupliquer ce modèle en Russie. Cela n'a pas fonctionné pour trois raisons: le manque de cartes de crédit, une logistique défaillante (en matière de livraison) et un réseau internet peu efficace. Mais plutôt que d'abandonner, avec des partenaires russes (et d'autres investisseurs), nous avons construit et développé nos propres réseaux. Au départ, la société employait trois personnes. Elle compte aujourd'hui 1.000 salariés, et nous travaillons avec les plus grands groupes, comme Adidas ou Richemont», souligne le dirigeant à propos du succès de KupiVIP, un site internet spécialisé dans l'e-commerce créé en 2008 et qui table sur 300 millions de dollars de revenus cette année.

Cap sur Moscou

Un investissement pour la Place financière



«Personnellement, je pense que le projet ne sera pas une réalité pour 2014, mais il est clair qu'il y a une réelle volonté pour que cela se fasse. Et cela se fera», a indiqué Alexandre Jaumotte, de PwC Luxembourg (à gauche), à propos de «Moscou, centre financier international»

Photo: Hervé Montalig

JEANNOT KRECKE HONORE

Le 15 juin, Alexander Shulgin, ambassadeur de la Fédération de Russie au Luxembourg, a remis l'Ordre d'honneur de Russie à Jeannot Krecké, l'ancien ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

«Cette distinction, qui est l'une des plus hautes distinctions remises par la Russie, salue son immense contribution au développement des relations entre nos deux pays», précise l'ambassadeur. Jeannot Krecké n'a d'ailleurs pas fini d'œuvrer en ce sens, puisqu'il devrait intégrer le conseil d'administration de la société russe Sistema, présente dans de multiples secteurs d'activité: immobilier, télécoms, médias, finance...

Gros investisseur en Russie via les fonds d'investissement, le Luxembourg est également impliqué dans l'émergence de Moscou comme centre financier international.

En 2010, Medvedev, alors président de la Russie, mettait en place un comité de travail, composé d'experts des sphères publique et privée, russe et internationale, afin de plancher sur un projet phare: faire de Mos-

cou un centre financier international pour 2014.

Une sacrée ambition quand on sait que les échanges financiers en Russie sont équivalents à 860 milliards de dollars, soit environ 10% du marché financier américain (ou 50% du marché français).

Pour l'heure, Moscou se situe au-delà de la 60^e place au classement mondial des centres financiers.

Deux ans plus tard, où en est-on? «Des choses ont été faites. Le gouvernement a investi 45 milliards de roubles (soit environ 1 milliard d'euros) dans des infrastructures en 2011. Dans les trois ou quatre ans à venir, il est prévu d'autres investissements, de l'ordre de 140 à 150 milliards de roubles (entre 3,3 milliards et 3,6 milliards d'euros)», précise Alexandre Jaumotte, associé chez PwC Luxembourg. «Personnellement, je pense que

le projet ne sera pas une réalité pour 2014, mais il est clair qu'il y a une réelle volonté pour que cela se fasse. Et cela se fera.»

Différents chantiers sont lancés en matière de réglementation, de simplification administrative, d'infrastructures ou bien encore de protection de capitaux étrangers.

Des travaux auxquels sont notamment associées la Place financière et les autorités luxembourgeoises. Il est vrai que les relations entre les deux pays en matière de finance sont importantes.

«Avec 37 milliards de dollars d'investissements cumulés, le Luxembourg se hisse au troisième rang des plus importants investisseurs en Russie (derrière les Pays-Bas et Chypre)», n'a pas manqué de souligner Alexander Shulgin, l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Luxembourg, lors de son introduction au «petit déjeuner économique du Jeudi».

«Cette collaboration est une opportunité à saisir pour faciliter l'accès du Luxembourg au marché financier russe mais également car ce peut être un tremplin pour rebondir en Asie, la Russie entretenant de bonnes relations avec bon nombre de pays de cette zone géographique», précise Alexandre Jaumotte.

Vague de privatisations

«En matière d'investissements, la Russie offre de belles perspectives. Une vague de privatisations des entreprises étatiques est prévue. D'ici 2016, l'Etat va se désengager du capital de nombreuses grandes entreprises. Nous aurons besoin des investisseurs étrangers et nous comptons sur nos amis du Luxembourg», a également précisé l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Luxembourg, lors de son discours introductif.

FABRICE BARBIAN

CARNET D'ADRESSES

• La Chambre de commerce Luxembourg

«La promotion commerciale fait partie de nos activités. A ce titre, nous organisons des missions de prospection à travers le monde, notamment en Russie.

Nous avons revu notre approche en la matière en organisant des missions de plus en plus ciblées. L'une de nos priorités est d'assurer désormais un meilleur suivi à l'issue de ces déplacements, et nous planchons sur la mise en place de nouveaux outils.

Actuellement, nous avons également un représentant permanent à Berlin. Un projet pilote qui pourrait être dupliqué ailleurs, notamment à Moscou», souligne Carlo Thelen, le chef économiste de la Chambre de commerce. www.cc.lu.

• Luxembourg-Russia Business Chamber asbl

«Notre ambition est d'être une plate-forme d'échanges d'idées et d'expériences, en matière de business et coopération, entre le Luxembourg et la Russie.

Pour cela, nous avons de multiples activités: conférences, événements pour le networking, sponsoring d'activités liées à l'éducation... Actuellement, l'association fédère 80 entreprises

et institutions, soit environ 300 personnes.

Des acteurs actifs dans des domaines aussi variés que la finance, la logistique, la banque, les services publics ou l'immobilier», précise Steffen Köhler, directeur de l'association. www.luxrussie.lu.

• Représentation commerciale de Russie en Belgique et au Luxembourg

Cette organisation représente les intérêts de la Fédération de Russie dans le domaine économique et commercial.

Contact: Drève de Lorraine 45, 1180 Bruxelles, Belgique. Tél.: 00.32.2.375.40.20.

• Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie

«Cette structure est privée et développe des instruments visant à favoriser les échanges commerciaux avec la Russie. C'est une plate-forme de contacts et d'informations», précise son représentant, Andrey Vockoboy, <http://fr.ruschamber.net/fr>.

• Ambassade de la Fédération de Russie au Grand-Duché de Luxembourg

www.ruslux.mid.ru/fr.htm.

Un peu d'huile dans les rouages

Les relations commerciales Luxembourg-Russie

Les échanges entre la Russie et le Luxembourg sont de plus en plus faciles. Mais perfectibles.

«Nous n'avons pas rencontré le moindre problème pour nous implanter, et il a été très facile de dealer avec les autorités», affirme Evgeny Rabovskiy, managing director de GBP Asset Management SA, à propos de l'installation de l'entreprise au Luxembourg.

Un commentaire qui tranche d'ailleurs avec celui récurrent des dirigeants luxembourgeois qui dénoncent la lourdeur administrative du pays. Cependant, il est vrai qu'ils ne font pas référence à la création d'entreprise mais à son fonctionnement au quotidien.

Depuis quelques mois, des implantations de sociétés russes au Luxembourg ont été enregistrées, avec les arrivées récentes d'entreprises comme Innova, spécialisée dans le gaming (jeu en ligne), ou bien encore de Sodrugestvo, spécialisée dans l'agro-alimentaire, qui y a transféré son siège en février dernier. Les missions luxembourgeoises de prospection portent donc leurs fruits.

Reste à accentuer le phénomène. Ce qui vaut d'ailleurs également pour les échanges commerciaux, qui restent peu importants, comme l'a souligné Carlo Thelen, de la Chambre de commerce, en évoquant des exportations de produits luxembourgeois vers la Russie équivalentes à 125 millions d'euros et des importations de Russie vers le Luxembourg de 13 mil-

lions d'euros seulement. L'adhésion de la Russie à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ou la signature, également fin 2011, de la convention de non-double imposition entre les deux pays (ce qui profite aux relations bancaires) vont dans le bon sens. Les acteurs visant à aider les entreprises des deux pays à échanger sont également plus nombreux (voir encadré).

Encore un effort

Mais pour favoriser ces échanges, encore faudrait-il que les entrepreneurs luxembourgeois aient les coudees franches.

Or, des freins subsistent, comme l'a souligné André Kremer, de chez Paul Wurth. «Nous rencontrons notamment des difficultés à émettre des permis de travail pour les citoyens russes. Un problème qu'il faudrait résoudre, car y répondre, c'est apporter un vrai plus à l'économie luxembourgeoise.» «Les choses évoluent dans le bon sens. Nous essayons d'être le plus flexibles possible même s'il nous faut respecter des normes et des règles», affirme Jean Graff, directeur des relations économiques internationales du ministère des Affaires étrangères.

Lever des freins éventuels, Alexander Shulgin s'y engage également. «Cette rencontre doit être l'occasion pour chacun de soulever des difficultés et des idées pour améliorer notre fonctionnement et faciliter nos échanges», a souligné d'emblée l'ambassadeur de la Fédération de Russie, surtout que «La Russie et le Luxembourg ont en commun de devoir absolument diversifier leurs économies respectives».

F. B.